

OFFRE DE POSTE

CARACTERISTIQUES DU POSTE ET INFORMATIONS DU SALARIE.E	INTITULÉ DU POSTE : CHARGE(E) DE MISSION JURIDIQUE	DATE DE CRÉATION : JUILLET 2018 DERNIÈRE MISE A JOUR : Février 2021
	DATE DE PRISE DE FONCTION : mars 2021	
	TEMPS DE TRAVAIL : 35 heures hebdomadaires	
	RESPONSABLE HIERARCHIQUE : direction de programmes	
CONTEXTE DE L'ASSOCIATION ET DU PROGRAMME DANS LEQUEL LE SALARIE REALISE SES MISSIONS	<p>ACINA est une association loi 1901 créée en 2014 ayant pour mission l'accompagnement socioprofessionnel des nouveaux arrivants (réfugiés, migrants européens...) en situation de grande précarité et de mal logement en France.</p> <p>Nos actions visent à sensibiliser, informer, renforcer, développer le pouvoir d'agir, donner les moyens aux personnes de comprendre leur environnement et d'être autonomes. Les travailleurs.euses sociaux.ales de l'association accompagnent les publics dans l'accès aux droits, à l'emploi, à la formation, à l'apprentissage de la langue française et au logement, dans une démarche partenariale forte.</p> <p>Depuis 2014, l'association ACINA œuvre de façon innovante pour une inclusion durable des migrants majoritairement intracommunautaires vivant en bidonville ou squat en Ile-de-France, principalement sur les territoires du <u>Val-d'Oise et de Paris</u>. Depuis juillet 2018, ACINA a étendu son action auprès de ce public dans le cadre de la stratégie régionale de résorption des bidonvilles en Île-de-France aux <u>départements de l'Essonne, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et des Hauts-de-Seine</u>. L'action s'intègre dans le cadre des circulaires interministérielles du 26 août 2012 et du 25 janvier 2018 et dans le respect de la loi 2002-2 rénovant l'action sociale et médico-sociale.</p> <p>Depuis 2019, ACINA développe également un programme d'accompagnement professionnel des personnes réfugiées dans les départements du <u>Val-d'Oise et de Paris</u>.</p>	
MISSIONS DETAILLEES	<p>Le.a Chargé.e de mission Juridique apporte sur l'ensemble des activités d'ACINA ses compétences et son expertise sur les questions et enjeux liés aux aspects juridiques et législatifs concernant l'accès aux droits, le Droit des étrangers, le droit des habitants de terrains sans droit ni titre.</p> <p>Sous la responsabilité des directrices des programmes, en lien avec les coordinatrices d'antenne, les chargés de partenariats et de mission et les équipes, le/la salarié(e) aura les missions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Anime des informations collectives pour sensibiliser les personnes suivies par l'association quant à l'accès aux droits, le DAHO/DALO, etc. et au respect de la procédure juridique ; • Anime des actions de formation auprès des professionnels/bénévoles en interne et en externe en lien avec les droits des habitants de terrains sans droit ni titre (procédures, demande d'aide juridictionnelle, etc.) ; • Forme ou informe les professionnels/bénévoles sur les droits des migrants intra-communautaires et des personnes réfugiées en matière de prestations sociales, médicales, d'accès à l'hébergement et au logement, à la scolarisation, etc. • Appuie les équipes dans l'identification de problématiques juridiques et blocages rencontrés dans l'accès aux droits et dans la réalisation d'actions de médiation ou de recours en cas de constatation de refus de droit ; • Participe à la mise en place des Projets Locaux d'Insertion et de Résorption sur les aspects juridiques (raccordement à l'eau, à l'électricité, convention d'occupation, etc.) ; • Participe au suivi des procédures en cours ; • Assure une veille sur les actualités en termes de droits des habitants de terrains sans droit ni titre (bidonville, squat...) et sur les droits des intra et extracommunautaires ; • Contribue à la réalisation et au développement des outils (brochure, note, fiche actualisée, etc.) sur les droits des habitants de terrains sans droit ni titre en adéquation avec les besoins identifiés ; • Participe au développement des réseaux de partenariats en lien avec les droits des étrangers et des habitants de terrains sans droit ni titre ; 	

	<ul style="list-style-type: none"> Participe à la vie associative, au fonctionnement général de la structure (réunion d'équipe, manifestations, ateliers, moments festifs et conviviaux, mobilisation bénévole, AG, etc.) et à son développement (mutualisation/capitalisation d'expériences pour améliorer les interventions)
PROFIL	<p>COMPETENCES REQUISES</p> <ul style="list-style-type: none"> Master 2 en droit ou équivalent obligatoire Expérience professionnelle de 2 années au moins dans le secteur droits humains/humanitaire/plaidoyer/social/logement Connaissance du droit des étrangers Expérience auprès des migrants appréciée Expérience sur des questions de mal-logement souhaitée Permis B apprécié Respect de la confidentialité des informations Capacité à organiser et à animer des ateliers collectifs Capacité à travailler en réseau Maitrise des outils bureautiques (Pack office, Internet) <p>QUALITÉS REQUISES</p> <ul style="list-style-type: none"> Aisance relationnelle et capacité à argumenter et convaincre des acteurs externes Curiosité et ouverture d'esprit Appétence pour la mise en place d'une stratégie contentieuse Capacité à travailler en équipe de manière constructive et harmonieuse Capacité à prendre de la distance face à des situations complexes Esprit de synthèse, aisance rédactionnelle et capacité à rendre-compte Rigueur et organisation
CONDITIONS DE TRAVAIL	<p>Moyens matériels : ordinateur, téléphone portable professionnel, fournitures de bureau, agenda, utilisation de la voiture de service dans la majorité des antennes.</p> <p>Déplacements : fréquents en région ; permis B souhaité</p> <p>Contraintes environnementales : travail parfois en extérieur toute la journée, travail sur écran, lieux de travail différents entre les permanences, l'antenne et le siège, etc.</p> <p>Conditions d'hygiène et de sécurité : avoir les vaccins à jour</p> <p>Sujétions spécifiques : utilisation du véhicule personnel pour certains déplacements (exceptionnels) avec indemnités kilométriques en conséquence.</p>
SALAIRE ET AVANTAGES	<p>Salaire mensuel brut : 2700 euros. (CDD de 12 mois, possibilité de renouvellement)</p> <p>Pas de reprise d'ancienneté.</p> <p>Ticket restaurant d'une valeur de 8 euros unitaire (prise en charge 60% employeur).</p> <p>Titre de transport pris en charge à 50%</p> <p>Mutuelle avantageuse prise en charge à 70% par l'employeur.</p> <p>Convention Collective Nationale des Acteurs du Lien Social et Familial (ALISFA)</p>
CANDIDATURE	<p>Lettre de motivation et CV à faire parvenir par mail à acina.emploi@gmail.com en précisant dans l'objet l'intitulé du poste.</p>